

Françoise THIEBAULT

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 28/02/2023

Introduction

Non

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Pas d'observations

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Cela ne me semble pas opportun.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Pas d'observations.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

On voit dans les exemples présentés que les coûts sont extrêmement variables selon qu'on parle de parking intérieur ou extérieur. De ce fait, il nous semble préférable de dissocier les prix plancher/plafond selon la nature du parking.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Aucun des scénario ne me semble convenir. La CRE propose de définir les valeurs plafond de telle sorte que les recettes supplémentaires induites par le plancher compensent les charges induites par l'application du plafond. Une telle compensation n'avait pas à ma connaissance été envisagée lors des discussions autour du texte du décret, ou de la loi. Elle a pour conséquence de désavantager les petites copropriétés peu coûteuses à équiper, il faudrait plutôt raisonner en termes de premier et dernier déciles de populations, dans un souci d'équité.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et

Françoise THIEBAULT

les autres GRD ?

Les ELD couvrent environ 5% du territoire français, plutôt en territoire rural. Il nous paraît surprenant d'appliquer une majoration de 10% des seuils au motif que leurs coûts sont supérieurs. Si nécessaire, il conviendrait plutôt de considérer, comme c'est le cas pour le TRVE, que ces ELD peuvent prétendre à des plafonds différents, et ainsi éviter de pénaliser les usagers des 95% du territoire ayant Enedis pour GRD. Nous sommes dans une logique d'intérêt général, l'objectif de généralisation des véhicules électriques nécessite qu'on puisse réellement inciter les consommateurs à s'engager, en disposant de facilités pour l'installation de bornes de recharge.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui, la présence d'amiante peut considérablement faire augmenter le coût des travaux, il convient donc de traiter cette question hors plafonds.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Tout à fait, il convient de mettre en place un REX régulier, afin d'adapter les politiques publiques en faveur du développement des véhicules électriques, si besoin, la question de la recharge étant un véritable enjeu.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Oui, il est pertinent d'introduire des indemnités pour les autres solutions de raccordement par les GRD, c'est une très bonne incitation à respecter les délais contractuels.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?